



Dans un communiqué signé le 24 avril 2018 par Emmanuel Ntonga, président régional du Social Democratic Front (Sdf) du Centre, la formation politique de l'opposition demande une clarification exhaustive de la situation de la structure mise en cause.

Le paiement des sommes dues aux souscripteurs ainsi que les dividendes y afférentes; la démission ou le limogeage des autorités administratives et services de forces de l'ordre ayant fait preuve de complaisance soit en participant aux activités d'une structure déclarée illégale, soit en refusant d'agir « quand on connaît leur promptitude à interdire des simples réunions de l'opposition ».

Par ailleurs, le SDF demande la libération des 30 souscripteurs arrêtés et emprisonnés par la police. Il appelle les jeunes à plus de vigilance.